

Trump interdit à nombre de musulmans d'entrer aux USA ? Ils vont venir chez nous, Marine, vite !

écrit par Christine Tasin | 28 janvier 2017



Il n'y va pas de main morte.

Détermination, efficacité, rapidité.

Hier Trump a signé le décret suspendant le programme américain d'admission des réfugiés qui avait été créé en 1980 et aurait permis d'accueillir, depuis, 2,5 millions de personnes, soit une moyenne de 675000 réfugiés par an. Une moyenne, par exemple, en 2016, il y avait eu 85000 réfugiés accueillis dont 10000 Syriens.

Trump a décidé que le maximum serait dorénavant de 50000 personnes accueillies chaque année.

Le décret signé hier, « *Protéger la nation contre l'entrée de terroristes étrangers aux États-Unis* » suspend pendant 4 mois ce programme et interdit pendant 3 mois l'entrée des « migrants » venant d' Irak, Iran, Libye, Somalie, Soudan et Yémen.

La Syrie a un traitement à part, tous les Syriens sont

interdits de séjour aux Etats-Unis, définitivement.

Les Etats-Unis, jusqu'alors, étaient pourtant bien plus précautionneux que les Européens qui laissent entrer qui veut et ensuite, ensuite seulement se demandent si ces illégaux peuvent vraiment prétendre devenir des réfugiés. On sait les dérives, les Cologne et autres Jungle que cette politique amène. Les Etats-Unis n'accueillent pas de « clandestin musulmans », ils trient les demandes des futurs réfugiés, allant jusqu'à aller interroger les demandeurs au Moyen Orient... Bref, tout cela est logique et on en hait encore plus Bruxelles et Schengen quand on voit ce qu'ils sont capables de faire aux Etats-Unis.

A présent ce sera encore plus difficile pour les musulmans du Moyen Orient de s'installer aux Etats-Unis, il y aura sans doute des filtres au niveau des qualifications dont le pays aurait besoin en sus des enquêtes de moralité.

Le résultat, c'est qu'il est plus qu'urgent que Marine passe, parce que tous les rebutés des Etats-Unis vont venir chez nous, et sans demander, puisque c'est inutile en Europe. Et hors de question de pointer du doigt une éventuelle responsabilité de Trump, il protège son pays, le nôtre ce n'est pas son affaire, c'est la nôtre.